

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 31/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RENAULT TRUCKS SAS**

402 avenue Charles de Gaulle  
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-25-29-AL  
Code AIOT : 0006103844

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement RENAULT TRUCKS SAS implanté 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de l'Inspection. Elle porte sur le suivi des constats effectués lors des visites du 07/12/2021 (suivi de la visite précédente et thème TAR / Biocides) et du 15/03/2022 (action régionale sur les moyens associés à la défense incendie). La réalisation des vérifications semestrielles des installations d'extinction automatique d'incendie pour l'ensemble des locaux concernés, et la correction des éventuelles anomalies, n'a pas été vérifiée et pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Un contrôle relatif à certaines dispositions réglementaires applicables en matière de fluides frigorigènes fluorés a également été réalisé à la même date. Celui-ci fait l'objet d'un rapport distinct (ref. UDR-SSDAS-25-17-CN).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RENAULT TRUCKS SAS
- 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RENAULT TRUCKS, appartenant au groupe AB VOLVO, est spécialisée dans les études, le développement et la fabrication de véhicules poids lourds et utilitaires. Les activités industrielles exercées dans l'établissement par l'exploitant comprennent notamment les activités d'assemblage de moteurs et composants, d'emboutissage permettant de fabriquer la carrosserie des cabines, d'essais de moteurs fabriqués ainsi que le centre de distribution de pièces de rechange.

L'exploitation de l'établissement situé à Vénissieux est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2018 modifié, pour les rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE:

- 1510-1: Entrepôts (autorisation – installations relevant désormais du régime de l'enregistrement);
- 2560-B1: Travail mécanique des métaux (enregistrement);
- 2921-a: Installations de refroidissement (IRDEFA) (enregistrement);
- 2930-1: Atelier de réparation (enregistrement);
- 2931: Atelier d'essais moteurs (autorisation);
- 2940-2: Application de peintures (enregistrement);
- 3110: Combustion, puissance thermique nominale totale  $\geq$  à 50MW (autorisation).

Le site relève également du régime de la déclaration pour plusieurs rubriques, dont la rubrique 1185-2 relative à l'emploi de gaz à effet de serre fluorés ou substances appauvrissant la couche d'ozone dans des équipements clos en exploitation.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- BIOCIDES
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### Rejets dans l'air des cellules d'essais de l'Usine Moteurs

Suite à la visite du 07/12/2021, plusieurs dépassements ayant été constatés au cours des années précédentes, l'exploitant a transmis par courrier du 02/05/2022 une demande d'augmentation de la VLE pour le paramètre NOX fixée par l'arrêté préfectoral du 23/05/2018 s'agissant des rejets dans l'air des cellules d'essais de l'Usine Moteurs. Le courrier du 02/05/2022 porte également à la connaissance du préfet du Rhône la modification des émissaires associés à ces cellules d'essais: seules les cellules dites «QEPP» (2 émissaires) et «EPL» (5 émissaires) restent en fonctionnement (suppression de 4 émissaires du fait de l'arrêt des cellules associées).

Au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 (article 27), une modification de la VLE pour le paramètre NOX n'est envisageable que si le flux ne dépasse pas le seuil de 25kg/h (sur l'ensemble des émissaires). L'Inspection relève que les éléments apportés par l'exploitant montrent que les flux émis sont très largement inférieurs à ce seuil pour les cellules d'essais de l'Usine Moteurs.

Pour autant, l'exploitant :

- n'apporte aucun élément sur les flux émis par les autres émissaires de l'établissement ;
- ne se positionne pas sur la VLE en concentration qu'il demande à voir appliquer ;
- ne précise pas les contraintes techniques ou économiques qui l'amènent à solliciter cette

augmentation de valeur limite.

**Demande n°1 : Il convient que l'exploitant complète sa demande sur les trois points mentionnés ci-dessus, y compris le dernier point compte tenu de l'obligation générale de limitation des émissions de polluants dans l'environnement (arrêté ministériel du 02 février 1998, article 2).**

L'Inspection pourra ensuite en finaliser l'instruction et – si les éléments transmis le permettent – proposer, à l'occasion d'une actualisation ultérieure de l'arrêté préfectoral, de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23/05/2018 s'agissant des émissaires des cellules d'essais de l'Usine Moteurs et de la VLE qui s'y applique pour le paramètre NOX.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des eaux pluviales et des eaux usées ou de process	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4.4 (§ 4.4.2 et 4.4.4)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
5	Maintenance et Test des moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.2 (§ 8.2.7), 8.3 (§ 8.3.4) et 8.5 (§ 8.5.3)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
6	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.4 (§ 8.4.1)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	TAR /	Arrêté Ministériel du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Consignes d'exploitation	14/12/2013, article 22		
3	TAR / Biocides	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit porter à la connaissance de la préfète du Rhône les modifications relatives la gestion des eaux pluviales de l'établissement (partie Saint-Priest) et supprimer les rejets d'eaux usées au milieu naturel issus du déversoir d'orage.

Par ailleurs, la visite a permis de constater que les suites données à la visite du 15/03/2022 (action régionale sur les moyens associés à la défense incendie) sont insuffisantes s'agissant de l'état des matières stockées et des volumes de confinement des eaux d'extinction d'incendie. De plus, l'étude incendie réalisée depuis cette visite a également montré que la ressource en eau disponible est insuffisante pour la gestion d'un incendie.

**L'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives concernant ces différents points, qui sont susceptibles de faire ultérieurement l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales et des eaux usées ou de process

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4.4 (§ 4.4.2 et 4.4.4)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 07/12/2021</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</li> <li>- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes:</u> Suite aux visites du 28/08/2019 et du 26/05/2020, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de</p>

l'informer de la suite des travaux concernant l'amélioration de la gestion des eaux pluviales, particulièrement sur la zone "GTT". Le rapport de diagnostic de l'état des réseaux du secteur GTT, daté du 23/11/2020, relève plusieurs non-conformités.

1/ Zones de voiries et parkings dépourvues de dispositif de traitement des eaux pluviales;

2/ Aucun des réseaux d'eaux pluviales diagnostiqués n'est raccordé au point de rejet au réseau public N°2 prévu dans l'AP du 23/05/2018 (point 4.4.5 de l'article 4.4). Plusieurs ouvrages de rejets dans les eaux souterraines ont été identifiés et recueillent les eaux pluviales (puisards, puits d'infiltration, tranchées d'infiltration et bassin d'infiltration). De plus, pour le bassin d'infiltration, l'épaisseur de la zone non saturée est insuffisante pour permettre le respect de la doctrine de gestion des eaux pluviales du SAGE de l'Est lyonnais (nappe affleurante);

3/ 11 des 17 systèmes identifiés ne disposent d'aucun dispositif permettant le confinement d'une pollution accidentelle, exigé par l'AP du 23/05/2018 (article 4.3.4.2). Ce point concerne des systèmes raccordés soit aux puits d'infiltration, soit au bassin d'infiltration;

4/ Plusieurs rejets d'eaux usées ou de process dans le réseau d'eaux pluviales ou au sous-sol ont été identifiés: un déversoir d'orage du réseau unitaire et plusieurs rejets issus de l'intérieur des bâtiments, de climatiseurs ou d'ouvrages ou regards abandonnés ou sans radier constituant des points d'infiltration potentiels.

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les travaux prévus et leur calendrier de mise en œuvre lors de la visite du 07/12/2021.

#### Constats de la visite du 11/12/2024:

L'exploitant a transmis un rapport d'étude par message du 21/04/2022 (version provisoire du 13/04/2022), puis par message du 23/02/2023 (version définitive du 08/12/2022). Dans ce dernier message, il retient le scénario 1 «Rétention avant infiltration» (investissement d'environ 2,5M€ HT).

Le plan de mise en conformité de l'exploitant prévoit:

1/Imperméabilisation des voiries actuelles et futures (revêtement pour PL ou dalle béton);

2/Maintien d'une partie du bassin d'infiltration actuel (eaux de toitures, de voirie et de parkings), maintien du puits d'infiltration R7.1 (eaux de toitures) et création d'un nouveau puits d'infiltration (eaux de toitures), avec restructuration des réseaux et protection vis-à-vis d'une pollution accidentelle (vannes) et des ruissellements issus des voiries adjacentes (bordures autour du bassin et du puits R7.1). La rehausse du fond du bassin permettra d'atteindre une épaisseur de la zone non saturée d'au moins 1m;

3/Création de 2 bassins étanches en amont du bassin d'infiltration (écrêtage et traitement avant rejet, confinement des pollutions), dont l'un par transformation d'une partie du bassin d'infiltration actuel;

4/Suppression des rejets au sous-sol (ponctuels ou linéaires) d'eaux susceptibles d'être polluées, à raccorder au réseau pluvial passant par l'un des bassins étanches avant rejet au bassin d'infiltration, avec mise en place de nouveaux séparateurs hydrocarbures et comblement des anciens ouvrages d'infiltration;

5/Rehausse du déversoir d'orage à moyen terme (limite de 2 déversements par an, au lieu de déversements hebdomadaires, mais rejet maintenu vers le bassin d'infiltration), puis suppression à long terme après poursuite des études complémentaires sur les sites de Saint-Priest et CPE pour déconnexion d'eaux pluviales de toiture en amont (risque de mise en charge de l'ovoïde).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il a supprimé les 6 puisards identifiés au droit du bâtiment I40 et à l'arrière du bâtiment I50 mais qu'il n'a pas conservé de justificatif. Il a ajouté que le début des travaux mentionnés ci-dessus est prévu en janvier 2025. La 1ère tranche sera

réalisée au premier semestre 2025 (bassin d'infiltration, bassin étanche «Est», réseaux, rehausse du déversoir d'orage). Il prévoit de réaliser le reste des travaux d'ici fin 2026 (bassin étanche «Ouest», branchements, ouvrages d'infiltration à supprimer ou créer, zones à imperméabiliser).

S'agissant des branchements d'eaux usées ou de process vers le réseau pluvial identifiés dans le cadre de l'étude de diagnostic (L10 et C70/C80), l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer s'ils ont été supprimés ou si leur suppression est prévue dans le cadre des travaux à venir.

En outre, alors que la version provisoire du rapport d'étude prévoyait la suppression du déversoir d'orage d'ici juin 2026, l'exploitant a déclaré lors de la visite qu'il n'est pas en mesure de définir une échéance pour cette suppression. Il a précisé que la mise en œuvre du projet Colisée amènera à une déconnexion des eaux pluviales du site CPE a priori à échéance 2028 et que des investigations complémentaires qu'il n'a pas programmées restent à mener pour vérifier la possibilité de suppression de la surverse du réseau d'eaux usées.

Par ailleurs, alors qu'il s'apprête à débiter les travaux et malgré la demande figurant dans le rapport de la visite du 07/12/2021 et rappelée à l'exploitant par message du 29/04/2022, il n'a pas porté à la connaissance de la préfète du Rhône la modification relative aux points de rejet des eaux pluviales avec tous les éléments d'appréciation utiles (notamment caractéristiques des ouvrages d'infiltration maintenus ou créés, caractéristiques des zones collectées associées, analyse des impacts et analyse de la conformité au SAGE de l'Est lyonnais).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°2:** L'Inspection demande à l'exploitant de justifier que les branchements d'eaux usées ou de process vers le réseau pluvial ont été supprimés, ou que cette suppression est comprise dans la première tranche des travaux programmés.

**Demande n°3:** L'Inspection demande à l'exploitant de porter à la connaissance de la préfète du Rhône les modifications relatives la gestion des eaux pluviales de l'établissement avec tous les éléments d'appréciation utiles. Il intégrera dans le dossier à transmettre un calendrier prévisionnel de suppression des rejets d'eaux usées au milieu naturel issus du déversoir d'orage (y compris investigations complémentaires), en justifiant que les délais retenus ne peuvent être réduits.

Ce point est susceptible de faire ultérieurement l'objet d'une proposition de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : TAR / Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Capacités de rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Rappel des constats des visites précédentes:

Lors de la visite du 07/12/2021, l'Inspection a constaté le stockage de produit biocide 6162 sur la même rétention que la cuve d'Oxamine 6152, alors que le manuel d'exploitation indique que le produit 6162 est stocké sur la rétention commune et que la cuve est stockée sur une rétention spécifique. De plus, compte tenu de son pH (2 à 3,5), le produit 6162 apparaît incompatible avec l'Oxamine 6152 et avec le produit 6044C également stocké sur la rétention commune et le produit 6044C est incompatible avec le bac de rétention métallique sur lequel il est stocké.

Constats de la visite du 11/12/2024:

Par message du 16/02/2022, l'exploitant a apporté les éléments de réponse attendus (stockage du produit 6162 au bâtiment CD8 et commande d'une rétention en polyéthylène pour le produit 6044C) excepté s'agissant de la modification du manuel d'exploitation des TAR concernant les rétentions associées aux produits stockés sur l'Usine Moteurs.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a mis à jour son manuel d'exploitation et a bien corrigé les incompatibilités constatées lors de la visite du 07/12/2021 s'agissant des rétentions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : TAR / Biocides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10

**Thème(s) :** Produits chimiques, Biocides

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Numéro ou désignation du lot de préparation et date de péremption dans les conditions normales de conservation figurant sur l'étiquette des produits biocides (ou éventuellement sur la notice).

**Constats :**

Rappel des constats des visites précédentes :

Lors de la visite du 07/12/2021, l'Inspection a constaté que les étiquettes apposées de façon permanente sur les cuves de produits 6044C et 6152 (remplies au fil de l'eau) n'indiquent pas la date de péremption. L'Inspection lui a donc demandé de mettre en place un affichage actualisé



au fil de l'eau de la date de péremption des produits contenus dans les cuves.

Constats de la visite du 11/12/2024 :

Par message du 03/02/2022, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un suivi des produits afin de suivre et vérifier la date de dépotage, le numéro de lot ainsi que la date de péremption associée. L'Inspection a profité de la visite du 11/12/2024 pour contrôler ce point, qui n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 49 :

- État des matières stockées tenu à jour, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
- Documents facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Arrêté préfectoral du 23/05/2018, articles 6.1 § 6.1.1 et 8.1 § 8.1.2 :

État des matières dangereuses stockées tenu à jour et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours : nature, état physique, quantité, emplacement et plan général des stockages.

**Constats :**

Rappel des constats des visites précédentes:

Lors de la visite du 15/03/2022, l'Inspection a constaté l'absence d'état général des matières stockées, chaque service tenant son propre état des stocks. De plus, le contrôle par sondage a révélé, s'agissant du stockage des produits de traitement des TAR (matières dangereuses) dans le bâtiment CD8, que l'état des stocks tenu à jour dans les rapports hebdomadaires du prestataire ne contient pas l'ensemble des informations exigées. En outre, l'Inspection a constaté dans ce bâtiment un volume important de matières combustibles (résidu du stock 2021 de pièces de TAR encore en cours d'utilisation) n'apparaissant dans aucun état des stocks.

Constats de la visite du 11/12/2024:

Par message du 25/10/2022, l'exploitant a transmis un état général des matières stockées précisant leur localisation et associé à un plan des emplacements concernés. Ce document indique la quantité totale de matières combustibles par localisation et les regroupe également par typologie.

L'Inspection a relevé lors de la visite que ce document ne répond pas à la demande faite à l'issue de la visite du 15/03/2022 s'agissant des matières dangereuses. L'Inspection a rappelé qu'elles doivent apparaître dans l'état des stocks, en précisant notamment leur nature (a minima familles de mention de dangers). L'exploitant a confirmé qu'il ne dispose pas d'un état des stocks avec ces informations pour le secteur SML (activités logistiques). Ce point n'a pas été vérifié pour les autres secteurs.

Par ailleurs, s'agissant des matières combustibles, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks à jour lors de la visite et a indiqué que son élaboration lui prendrait plusieurs jours. La dernière version dont il dispose date de novembre 2024. L'exploitant a insisté sur la faible variabilité des stocks (écart d'au plus 70t sur environ 1500t pour le bâtiment CD1 du secteur SML entre les versions de 2022 et de novembre 2024). Il a ajouté qu'il développe actuellement pour le secteur SML un outil tenant compte de la composition des pièces et des emballages, devant lui permettre d'être en mesure d'ici fin mars 2025 d'établir l'état des stocks du jour sur demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°4:** L'Inspection demande à l'exploitant de disposer d'un état des matières stockées au sein de l'établissement comportant l'ensemble des informations requises concernant les matières dangereuses ou combustibles, et de le tenir à jour et accessible à tout moment. La mise à jour sera a minima quotidienne pour les matières dangereuses, et hebdomadaire pour les autres matières.

**Ce point est susceptible de faire ultérieurement l'objet d'une proposition de mise en demeure.**

*Comme mentionné dans le rapport de la visite du 15/03/2022, l'exploitant peut utiliser des capacités maximales pour les stockages fixes (cuves) et une estimation représentative (quantité susceptible d'être présente) pour les petites quantités, si elles évoluent peu et sont vérifiées par un inventaire.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Maintenance et Test des moyens incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.2 (§ 8.2.7), 8.3 (§ 8.3.4) et 8.5 (§ 8.5.3)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

- Vérification périodique et maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
- Appareils incendie publics ou privés implantés à proximité des installations à risque permettant de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant au moins 2 heures, un débit de 600 m<sup>3</sup>/h sous 3 bars étant assuré en toutes circonstances.

## Constats :

### Rappel des constats des visites précédentes:

Lors de la visite du 15/03/2022, l'Inspection a vérifié par sondage la réalisation des vérifications périodiques des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie ainsi que la mise en œuvre des actions correctives éventuellement requises. L'Inspection a constaté que:

- vérification du 29/10/2021 des portes coupe-feu du bâtiment CD0: 2 portes coulissantes et 3 portes battantes défectueuses (exploitant en attente d'un devis, transmis suite à la visite);
- vérification du 01/03/2022 des poteaux incendie: anomalies de type fuites volant et capots HS (exploitant ayant mis en place une campagne de remplacement 2021-2023);
- aucun rapport de vérification des installations d'extinction automatique présenté lors de la visite.

L'exploitant a précisé que, sur les 371 anomalies relevées en 2021 (tous moyens incendie confondus), 55 restaient à traiter au moment de la visite.

### Constats de la visite du 11/12/2024:

#### • *Portes coupe-feu*

L'exploitant a remis lors de la visite le rapport de la vérification de septembre 2024, dans lequel les anomalies des portes coupe-feu du bâtiment CD0 qui figuraient dans le rapport de fin de travaux du 19/05/2022 ne figurent plus. L'Inspection n'a pas les résultats des vérifications pour les autres portes coupe-feu.

#### • *Poteaux incendie*

L'exploitant a remis lors de la visite des documents montrant qu'il a poursuivi le remplacement des poteaux incendie en 2023. L'Inspection a constaté que les rapports de vérification de juillet 2024 font ressortir 4 poteaux incendie non-conformes sur les sites de Vénissieux (PI 11563 et PI 11568 – remplacé en 2023 – avec un débit de seulement 24 et 21 m<sup>3</sup>/h) et de Saint-Priest (PI 11564 – remplacé en 2022 – sans débit et PI 11570 non alimenté).

En outre, l'étude mentionnée au constat n°6 (confinement des eaux incendie) et datée de mars 2024 conclut que la ressource en eau disponible est insuffisante pour plusieurs scénarios au regard des besoins en eau actualisés (guide D9) et du débit prévu par l'arrêté du 23/05/2018 (600 m<sup>3</sup>/h). Au regard des mesures de débit en simultané réalisées, il apparaît que pour la majorité des scénarios le besoin n'est pas couvert.

#### • *Installations d'extinction automatique*

L'exploitant a transmis en octobre 2022 des éléments montrant qu'il avait entamé la mise en place de vérifications semestrielles (au lieu de vérifications annuelles) des installations d'extinction automatique de l'Usine Moteurs et Emboutissage, en indiquant qu'il prévoyait leur mise en place pour le reste des installations avec une rotation de 1an. Les éléments remis par l'exploitant lors de la visite ne correspondent pas aux 2 derniers rapports de vérification périodique demandés en amont par l'Inspection, et ne permettent pas de vérifier que les vérifications semestrielles des systèmes d'extinction automatique sont bien réalisées pour l'ensemble des locaux concernés (dont certains n'étaient pas mentionnés dans le message du

25/10/2022). Ce point n'a donc pas été contrôlé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5:** L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois un plan d'actions, accompagné d'un calendrier de réalisation n'excédant pas 6 mois, afin que la ressource en eau disponible réponde aux besoins en eau pour assurer la défense incendie des installations.

Ce point est susceptible de faire ultérieurement l'objet d'une proposition de mise en demeure.

*Observation n°1: La réalisation des vérifications semestrielles des installations d'extinction automatique pour l'ensemble des locaux concernés, et la correction des éventuelles anomalies, fera l'objet d'un contrôle ultérieur.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.4 (§ 8.4.1)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

- Confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, d'un volume déterminé par l'exploitant en calculant la somme :
  - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie,
  - du volume de produit libéré par l'incendie,
  - du volume d'eau lié aux intempéries (10 l/m<sup>2</sup> de surface drainée).
- Dispositifs d'obturation des réseaux :
  - si confinement extérieur : orifices d'écoulement munis d'un dispositif automatique d'obturation et, en cas de système non gravitaire, système de relevage autonome ;
  - si confinement interne (interdit lorsque des matières dangereuses sont stockées) : orifices d'écoulement en position fermée par défaut.

**Constats :**

Rappel des constats des visites précédentes:

Lors de la visite du 15/03/2022, l'exploitant a indiqué que le confinement est assuré dans les canalisations (gravitaire), par le biais d'environ 30 ballons obturateurs répartis sur le réseau. Au vu des documents présentés (plan et schéma d'implantation), l'Inspection a constaté que toutes les portions du réseau de la partie «Vénissieux» du site semblent couvertes par un dispositif d'obturation, malgré l'absence d'obturateur «final» avant rejet. La partie «Saint-Priest» du site présentait des points de rejet au milieu naturel non munis de dispositifs d'obturation (constat de la visite du 07/12/2021 et plan d'actions en cours, cf. constat n°1). Le rapport de vérification

semestrielle d'octobre 2021 montre plusieurs anomalies (dont obturateur n°18 démonté) et l'absence de vérification de plusieurs obturateurs (non accessibles).

Le volume d'eau d'extinction – auquel l'exploitant doit ajouter le volume de produit libéré et le volume d'eau lié aux intempéries pour déterminer le volume de confinement requis – est susceptible d'atteindre au moins 1200m<sup>3</sup> (débit d'extinction de 600m<sup>3</sup>/h prévu par l'AP du 23/05/2018). Le volume de confinement dont dispose l'exploitant semble donc a priori insuffisant: –pour la partie «Vénissieux», volumes de confinement disponibles dans les différentes portions du réseau de collecte allant de 30m<sup>3</sup> à 530m<sup>3</sup> (à l'exception de 3 obturateurs ne couvrant toutefois qu'une partie du site) d'après les documents transmis par l'exploitant; –pour la partie «Saint-Priest», aucun document présentant les volumes de confinement disponibles n'a été présenté ou transmis par l'exploitant.

#### Constats de la visite du 11/12/2024:

##### • *Opérationnalité des dispositifs d'obturation*

L'exploitant a justifié du remplacement réalisé ou programmé de 7 obturateurs depuis mars 2024 et jusqu'en janvier 2025. Il a remis les résultats de vérification annuelle de mai 2024, qui montrent des anomalies sur des obturateurs dont l'exploitant n'a pas mentionné le remplacement, notamment plusieurs obturateurs non fonctionnels (RVIV 1001 et RVIV 1007, ainsi que RVIS 09 en amont du rejet dans le bassin d'infiltration). L'Inspection relève que les documents remis mentionnent un projet de mise en place d'obturateurs en amont immédiat des 2 points de rejets au réseau public.

Par ailleurs, les ballons obturateurs sont déclenchés par un automatisme, mais sans asservissement et sans commande déportée. Le service interne de secours doit donc pouvoir accéder aux commandes en toutes circonstances pour permettre ce déclenchement.

##### • *Volumes de confinement disponibles et requis*

L'Inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre une note de calcul détaillée relative aux volumes de confinement disponibles et requis selon le découpage correspondant à la localisation des dispositifs d'obturation (volume basé sur 600m<sup>3</sup>/h, sauf à justifier d'un débit moindre en appliquant le référentiel D9), et le cas échéant un plan de mise en conformité et l'échéancier de mise en œuvre associé. L'exploitant a indiqué le 25/10/2022 avoir commandé une étude.

L'exploitant a remis lors de la visite les résultats de cette étude datée de mars 2024, qui conclut que le volume de rétention disponible est insuffisant pour plus de la moitié des scénarios au regard des besoins en rétention calculés. Le calcul des volumes requis est réalisé selon les dispositions du guide D9/D9A, et l'Inspection relève que le volume de rétention disponible est également insuffisant en se basant sur un besoin en eau de 600 m<sup>3</sup>/h (calcul non réalisé dans l'étude). L'étude précise par ailleurs que la mise en place d'obturateurs aux 2 points de rejets final au réseau public serait a priori insuffisante pour répondre aux besoins en rétention.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°6:** L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan d'actions, accompagné d'un calendrier de réalisation n'excédant a priori pas 1 an, afin que les volumes de rétention disponibles répondent aux besoins en rétention des eaux d'extinction d'incendie.

**Demande n°7:** L'Inspection demande à l'exploitant de poursuivre la correction des anomalies relevées concernant les obturateurs, en priorité ceux non fonctionnels.

Ces points sont susceptibles de faire ultérieurement l'objet d'une proposition de mise en demeure.

**Observation n°2:** L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les commandes des

*obturateurs sont accessibles en toutes circonstances (y compris durant un sinistre, notamment compte tenu des flux thermiques pouvant les atteindre), et de mener une réflexion sur la mise en place de commandes déportées.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois